

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

**Les finances
des communes
de moins de
10 000 habitants
2006**

Direction générale des collectivités locales

Avertissement

Cette publication des « Finances des communes de moins de 10 000 habitants en 2006 » poursuit les changements amorcés dans la publication sur les finances des communes en 2005.

Les recensements complémentaires au recensement général de la population de 1999 sont pris en compte pour déterminer les communes dont la population totale est strictement inférieure à 10 000 habitants au 1^{er} janvier 2006.

En règle générale, les évolutions par rapport à 2005 sont présentées en euros courants et sont calculées sur les montants en euros par habitant. Des calculs à champ constant (c'est-à-dire sur les communes présentes en 2005 et 2006) neutralisent la modification de périmètre. Pour établir l'évolution en euros constants, les montants 2006 sont déflatés par l'indice de prix du PIB tel qu'il est connu en mai 2008.

Comme par le passé, l'analyse traite séparément les communes de France métropolitaine de moins de 10 000 habitants et les communes des quatre départements d'outre-mer en raison de leurs spécificités.

Comme pour le guide précédent, le lecteur trouvera l'ensemble de la publication et les tableaux détaillés sur le site de la DGCL : <http://www.dgcl.interieur.gouv.fr/>

Les finances des communes de moins de 10 000 habitants en 2006
a été élaboré au Département des études et des statistiques locales
de la Direction générale des collectivités locales
par **Christine Séverac-Bastide**

juillet 2008

Directeur de la publication : **Edward Jossa**

Les finances des communes de moins de 10 000 habitants en 2006

Sommaire

Avant-propos	3
Evolution globale en métropole	4
Evolution des budgets des communes de métropole depuis 2001	5
Volume des dépenses et recettes en 2006 (métropole)	6
Analyse d'ensemble des communes métropolitaines	7
La progression des dépenses de fonctionnement se poursuit en 2006	8
La progression des recettes de fonctionnement se poursuit en 2006	10
Un niveau d'épargne important	14
Poursuite de l'investissement direct	15
Poursuite du recours à l'emprunt pour financer l'investissement	16
Progression modérée de l'endettement	16
Le fonds de roulement : 99 jours de dépenses réelles au 31 décembre 2006	18
Données financières par strate des communes métropolitaines	19
Evolution des données budgétaires 2005-2006 par strate	21
Analyse d'ensemble des communes d'outre-mer	22
Influence de l'intercommunalité	23
Dispersion par rapport à la moyenne pour les communes de métropole	24
Représentations régionales	24
Disparités thématiques	26
Annexes	
1. Définitions et mode de calcul des concepts utilisés	28
2. Répartition des communes selon la taille ou la région	29
3. Données financières par strate des communes métropolitaines de plus de 10 000 habitants	31

Le lecteur trouvera dans les tableaux détaillés :

- pour chaque ratio financier étudié, en plus des ventilations par région, par strate de population, une ventilation en fonction de l'appartenance à une structure intercommunale ;
- des analyses par catégorie de communes en fonction de types définis par une situation géographique (montagne, littoral, zonage en aire urbaine) ou par une activité dominante (tourisme).

Avant-propos

Cet ouvrage présente une synthèse de l'analyse des comptes de gestion des communes de moins de 10 000 habitants sur l'exercice 2006. Il se veut un outil de travail à destination de toute personne s'intéressant à la situation financière d'une ou plusieurs communes. En regroupant de nombreuses données synthétiques, il doit faciliter la comparaison d'une ou plusieurs situations communales à une situation de référence judicieusement choisie.

La mise à disposition d'un grand nombre de ratios (dépenses par habitant, poids de l'annuité de la dette...) a vocation à rendre cette matière a priori complexe des finances communales plus intelligible et abordable par le plus grand nombre. En effet ces ratios sont calculés pour de nombreux groupes de référence auxquels peuvent vouloir se comparer les communes. La comparaison est d'autant plus riche d'enseignements qu'elle prend en compte les multiples facettes de l'équilibre financier d'une commune. Parmi les grands axes de lecture, on pourra ainsi distinguer :

- le **service rendu** par les communes mesuré par les niveaux et structures des dépenses réelles de fonctionnement,
- **l'effort d'équipement et son financement** mesuré par le niveau des dépenses d'investissement, d'équipement et la structure du financement,
- ou encore **la charge de la dette et la marge de manœuvre** appréhendées par le niveau de la dette, le poids de l'annuité de la dette sur le fonctionnement et le taux d'autonomie financière.

Ces dimensions sont bien sûr interdépendantes et peuvent être complétées par l'étude d'autres points comme les statistiques concernant des éléments non financiers de la commune.

Les données mobilisées pour l'élaboration de cet ouvrage sont issues du recensement général de la population de 1999 et des recensements complémentaires le cas échéant (population totale au 01/01/2006), des comptes de gestion 2006 des communes et des données fiscales rassemblés par la Direction générale des finances publiques (DGFIP).